

# Non à un nouveau Traité de Libre Commerce avec l'Union Européenne !

Déclaration des mouvements sociaux andins, latino-américains et européens sur les négociations CAN-EU

Septembre 2007

Nous, mouvements et organisations sociales de la Région Andine, sommes profondément préoccupés par les conséquences que pourraient avoir pour nos peuples la matérialisation d'un Accord d'Association entre la Communauté Andine des Nations (CAN) et l'Union Européenne (UE). Il inclut un accord de Libre Échange qui ressemble beaucoup au traité de l'ALCA (Zone de Libre Échange des Amériques) contre lequel nous avons lutté victorieusement et que nous avons « enterré » il y a quelques temps. Nous considérons que ces nouvelles initiatives cherchent uniquement à approfondir le libre échange et peuvent provoquer un recul dans les pays qui cherchent à assurer la dignité de nos peuples et le droit à la souveraineté. Cela représenterait un grave danger pour la région car, en approfondissant les politiques néolibérales, la capacité des États à promouvoir des politiques de développement social et productif serait frustrée et il deviendrait plus difficile de revenir sur les mesures qui ont nui à nos peuples.

Nous regrettons que la stratégie de l'Union Européenne intitulée « *Une Europe Compétitive dans une Économie Mondialisée* » soit la base de négociation qui cherche seulement à installer une zone de libre échange large et « ambitieuse » et qui, bien qu'elle parle de respecter les droits de l'homme, propose concrètement d'approfondir l'agenda de l'OMC en privilégiant la rentabilité et les intérêts commerciaux sans tenir compte du fait que, dans les pays andins, il existe des mesures et des réalités diverses, totalement différentes des modèles européens.

La proposition européenne envisage dans des délais rapides la suppression des barrières douanières et inclut des thèmes comme les achats publics, les investissements, les politiques de concurrence, l'ouverture des services et le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. Ces thèmes étaient présents dans les traités signés par l'Union Européenne avec le Chili et le Mexique. L'Union Européenne cherche à protéger ses investissements avec les paramètres que les pays européens ont inclus dans les Traités Bilatéraux d'Investissement (TBI) et dans les chapitres sur l'investissement des accords avec le Chili et le Mexique. Cette protection, qui va bien au-delà de ce que définit l'OMC sur ce thème, est identique à la protection évoquée dans les accords signés par le Pérou et la Colombie avec les États-Unis. Elle bénéficierait largement aux multinationales européennes en privatisant la santé, l'éducation, les services publics, l'agriculture, la connaissance, la culture et les traditions des communautés indigènes. Nous la rejetons.

Les pays de la CAN ont adopté récemment la Résolution 667. Elle stipule que, dans la négociation avec l'UE, les asymétries et le degré d'engagement que les pays souhaiteraient avoir suivant les différents thèmes seraient pris en compte, que certains pourraient faire exception et que les décisions qui affectent la normativité de la CAN soient adoptées par consensus de ses membres. Cette décision, bien qu'elle préserve la possibilité pour certains pays de ne pas signer le Traité de Libre Échange au format complet proposé par l'UE, permet à ceux qui voudraient le faire de se plier simplement aux propositions prédéfinies.

La préservation de la coopération et le renforcement du dialogue politique sont une nécessité pour les deux régions mais ne doivent pas être conditionnés par des objectifs commerciaux ni être utilisés comme mécanismes de pression pour obliger les gouvernements andins à faire des concessions économiques. Plus encore, des visions du développement qui apportent la dégradation de l'environnement, la fragmentation des réseaux sociaux basés sur la solidarité ne doivent pas s'imposer et encore moins ne bénéficier qu'à quelques-uns.

Comme avec d'autres accords de ce type, l'information sur les contenus de la négociation ne sont pas divulgués largement et de la même manière dans tous les pays andins. La majorité des pays n'ont pas développé de mécanismes pour la consultation et la participation, sauf la Bolivie où le gouvernement les a mis en place. Cela met en évidence que certains gouvernements ont intérêt à signer des accords illégitimes et sans consultation.

Nous saluons la décision du gouvernement bolivien qui, en s'excluant des chapitres sur les investissements, les services, la propriété intellectuelle et les achats publics, a adopté une position de dignité et de souveraineté. Cependant, nous alertons sur la force des formulations néolibérales et les pressions des entreprises multinationales, et nous appelons massivement la société civile à se mobiliser et à être vigilante en reprenant, dans ce nouveau processus, la lutte historique menée contre l'ALCA et le TLC dans la région.

Il est évident que prétendre altérer le schéma de négociation défini par l'UE et faire en sorte que la CAN n'approfondisse pas son adhésion aux formules néolibérales ni ne naufrage dans le projet de libéralisation commerciale mondiale, exige une très forte mobilisation de la société civile, un effort pour préserver les avancées de l'intégration régionale et la défense de cette intégration sur la base du respect de la souveraineté nationale, choses envers lesquelles les gouvernements de la région n'ont pas le même intérêt.

Nous souhaitons une intégration entre nos peuples et non la soumission aux intérêts du capital. Nous voulons une intégration solidaire qui contribue à la fraternité entre nos nations, qui respecte les droits de l'homme, les droits des peuples indigènes et les droits des migrants, qui protège l'équilibre avec la nature et surtout les différences et les processus nationaux que nous vivons dans notre région.

Nous ne sommes pas opposés à des relations commerciales avec l'Europe, à condition qu'elles soient établies sur la base de l'équilibre et de la réciprocité. Nous exigeons que les voix et les propositions de nos peuples soient pris en compte à l'heure d'établir de nouvelles règles de l'intégration et du commerce. Nous croyons fermement qu'un accord doit être inspiré par les principes de solidarité, de justice, de complémentarité et d'harmonie avec la Pachamama, notre mère la Terre.

Nous voulons être sûrs que tout accord renforcera la lutte pour récupérer le contrôle des ressources naturelles, qu'il bénéficiera réellement aux paysans et aux petits producteurs et qu'il fera face sérieusement à la problématique des migrations. Nous rejetons les politiques migratoires de l'UE qui démontrent un non-respect des droits de l'homme et une attitude de discrimination et de racisme envers les latino-américains.

Nos pays et nos communautés ne sont pas en vente. Nous voulons du commerce entre les nations, mais un commerce solidaire et juste. Nous voulons une véritable intégration, basée sur la coopération et la solidarité, et qui propose de changer les modèles qui n'ont servi jusqu'à maintenant qu'à détruire la nature et la vie en collectivité. Nous voulons que l'union des peuples serve véritablement à construire un monde meilleur et non à procurer du profit pour quelques-uns.

Les pays andins doivent concentrer leurs efforts pour renforcer leurs liens, approfondir l'intégration latino-américaine et se rapprocher des pays du Sud. La négociation de Traités de Libre Échange avec des paramètres qui n'apportent des bénéfices qu'aux puissances et aux multinationales doit être évitée.

Dans la région andine, de larges franges de la société et même certains gouvernements ont refusé catégoriquement toute proposition qui accorde des bénéfices aux multinationales au détriment des peuples. Ces recettes, nous les avons déjà vécues et nous connaissons leurs conséquences. Nous n'en voulons plus !

***Non à un Accord d'Association qui réédite le Traité de Libre Échange***

***Oui à la souveraineté des peuples***

***Pour la solidarité et le respect mutuel***

***Non à une nouvelle colonisation de nos terres***

## Signataires:

- Accion Ecológica, Ecuador
- Alianza de Organizaciones Sociales, Colombia
- Alianza Social Continental
- Alianza Social Continental - Cuba
- Alianza Social Continental - Perú
- Alianza Social Continental - Venezuela
- Amigos de la Tierra - Inglaterra, Gales e Irlanda del Norte
- Amigos de la Tierra de América Latina y el Caribe
- Amigos de la Tierra Europa (FoEE)
- ANAMEBI - PERU
- APA AREQUIPA - PERU
- Asociación de Defensa de la Vida, ADEVI, de Lima, Perú
- ATTAC - Argentina
- ATTAC Marruecos
- ATTAC Austria
- ATTAC España
- ATTAC France
- ATTAC Hungría
- Both ENDS, Holanda
- Campaña ¿Quién debe a quién?, España
- Campaña Comercio con Justicia: mis derechos no se negocian
- CCP-PERU
- CECOPAL Córdoba Argentina
- Centro de Investigación y Documentación Chile-América Latina (FDCL), Berlin, Alemania
- Centro de Comunicación Popular y Asesoramiento Legal CECOPAL, Córdoba, Argentina
- Centro de Promoción y Educación Profesional 'Vasco de Quiroga', A.C., México
- CER-DET Amigos de la Tierra Bolivia
- CNA-PERU
- CNCD/11.11.11, Bélgica
- CNMM-PERU
- Colombia Solidarity Campaign, Reino Unido
- Comitè de Solidaritat amb els Pobles Indígenes d'Amèrica / Barcelona
- Comité para la Anulación de la Deuda del Tercer Mundo CADTM, Belgique
- Comité Pérou, France
- Comité pour les droit humains 'Daniel Gillard', Bruselas, Belgique
- COMPA-Nicaragua
- CONACAMI-PERU
- CONADES (Comisión Acción Internacional), Peru
- CONAGUA Y VIDA PERU
- Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas CAOI
- Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones Campesinas (CLOC)
- Coordination populaire Colombienne de Paris, Francia
- Ecologistas en Acción, España
- El Observatorio de Multinationales en América Latina - Paz con Dignidad
- Equipo Pueblo, México
- Europe solidaire sans frontières (ESSF), France
- FOCO - Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos, Argentina
- France Amérique Latine, France
- Fundación IEPALA
- Fundación Neno Zanchetta, Lucca, Italia
- Gemeinsam für Lateinamerika (Enlazando Alternativas - Austria)
- Grupo América Latina de ATTAC Alemania
- Grupo de Iniciativas Urbanas, Perú
- IBASE - Brasil
- ISGN-Asia Secretariat
- Latin American Solidarity Centre (LASC), Dublín, Irlanda
- Manitese, Italia
- Marcha Mundial de las Mujeres - México
- Marcha Mundial de las Mujeres de Perú
- Marcha Mundial de las Mujeres, Américas
- Marchas Europeas contra el Desempleo, la Precariedad y la Exclusión Social
- Mesa Global - Guatemala
- Movimiento Boliviano por la Soberanía y la Integración Solidaria de los Pueblos - Contra el TLC y el ALCA
- Mujeres para el Diálogo - México
- Network Institute for Global Democratization-Perú, Lima, Perú
- Observatori del Deute en la Globalització, Catalunya, Estado Español

- Observatorio sobre Latinoamerica  
SELVAS Milan, Italia
  - OCLAE
  - Partido Comunista de Austria
  - Partido de la Refundacion Comunista-  
Izquierda Europea, Italia
  - PLADES, Peru
  - Plataforma GATS de Holanda
  - Plataforma Repsolmata, Barcelona
  - Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour  
un Développement Alternatif (PAPDA),  
Haiti
  - Programa Democracia y Transformación  
Global, Lima, Perú
  - Pubic Services International /  
Internacional de Servicios Públicos /  
Américas
  - REBRIP - Brasil
  - Red Colombiana de Acción frente al  
Libre Comercio, Recalca
  - Red Global América Latina,
  - Red Internacional de Género y  
Comercio (LAGTN)
  - Red Mexicana de Acción frente al Libre  
Comercio - México
  - Red Nacional Género y Economía -  
México
  - Red Peruana por una Globalización con  
Equidad - RedGE
  - REDES - Amigos de la Tierra Uruguay
  - REMTE
  - SEAP - Cuba
  - Sobrevivencia - Amigos de la Tierra  
Paraguay
  - TLC y el ALCA
  - Transform Italia
  - Transform! - Austria
  - Transnational Institute (TNI), Holanda
  - United Nations NGO Committee for  
Development
  - Viva la Ciudadanía, Colombia
  - Women In Development Europe  
(WIDE), Belgium
  - World Economy, Ecology &  
Development (WEED), Alemania
  - XminY Solidariteitsfonds, Holanda
  - FEDEPETROL
  - SINUTRAPETROL
  - FETRAHIDROCARBUROS
  - FENASIRTRASALUD
  - FENTRASEP
  - FETRATEL
  - FENATRABEA
  - FETRAHARINA
  - FETRAUVE
  - FENATRAU
  - FENASINPRES
  - SINAFUM
  - FENACS
  - SINASOICA
  - SUTIC
  - SOVICA
  - SINTRAT
  - SUTRADIMECA
  - SUNEP-ME
  - SUNEP-IPASME
  - SUNEP-INAM
  - SUNTRASANAF
  - SINTRADELI
  - SINTRAVERSEP
  - SINTRAPEL
  - VENECARTOREN
  - SINTRAGALLETA
  - SIPROPASTA
  - SINSBOLTRAPROEFE
  - SUNTRASAVIR
  - SITRAMECA
  - HOSPITALES Y CLINICAS
  - SINTRAHARINA
  - MANPA
  - SINTRAEM
  - SINTRAPLASTICO
  - SITRALACASA
  - OSPROTRABODIGAS
  - SINTRAFERROMINERA
  - OUSINTRAEXTRUTEX
  - USINTRAEMBUTIDOS
  - SIUT-MINFRA
  - SUNTRAUNELLEZ
  - ATASIBO
  - SITRAUNERG
  - SINTRABECO
  - SINBOTRAEMELEC
  - SINTRAVALORES
  - SUNTRABMERCAL
  - SINATRACIBI
- Fédérations Syndicales et Syndicats  
Vénézuéliens:**
- FETRAELEC